



Le 8 mai 2007

**Lettre ouverte à Monsieur le Président Nicolas Sarkozy**

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, mardi 8 mai, jour de liberté pour la Nation française, c'est le 1900e jour de séquestration pour Ingrid Betancourt, députée et sénatrice de nationalité franco-colombienne.

Comme vous, elle fut il y a 5 ans candidate aux élections présidentielles de son pays. Mais la violence endémique et la tragédie humanitaire qui secouent la Colombie depuis plusieurs décennies en ont décidé autrement : elle est aujourd'hui retenue dans la jungle depuis plus de cinq ans par la guérilla des FARC. Sa famille est sans nouvelles d'elle depuis mai 2003.

Vous avez publiquement mentionné son nom lors de votre premier discours de président nouvellement élu, salle Gaveau, et nous tenons à vous en remercier.

Sa libération, comme celle de Clara Rojas et des autres otages politiques auxquels son sort est inéluctablement lié, passe obligatoirement par une solution non violente et négociée. Une opération militaire de sauvetage, telle qu'elle est envisagée par certains milieux militaires proches du Président Uribe, est rejetée de manière unanime par les familles d'otage – et en particulier par la famille d'Ingrid. Les FARC ont en effet prévenu à plusieurs reprises qu'ils n'hésiteraient pas à abattre leurs prisonniers en cas de tentative de libération. Ce geste, ils l'ont déjà accompli plusieurs fois, entre autre en mai 2003, lorsque l'armée qui avait tenté de libérer une dizaines d'otages n'a trouvé sur place que des cadavres.

La violence endémique de la tragédie humanitaire colombienne a des origines tant politiques qu'économiques. La responsabilité en incombe à la fois aux guérillas et aux paramilitaires, ces derniers étant responsables des pires exactions. Une telle situation a été régulièrement dénoncée par le secrétariat des droits de l'homme de l'ONU, l'OIT et les grandes ONG de défense des droits humains (Amnesty International, Human Rights Watch, Fédération internationale des droits de l'homme).

L'enlèvement d'Ingrid Betancourt a permis aux citoyens de notre pays de prendre conscience de la complexité de cette situation, et du sens du combat que livrent, au jour le jour, les familles de séquestrés, mais aussi de très nombreux défenseurs des droits humains, journalistes, syndicalistes, enseignants, simples citoyens.

La FICIB est, depuis le jour même de la séquestration d'Ingrid Betancourt, aux côtés de sa famille, et aux côtés de toutes les autres familles d'otages. Par là, elle veut exprimer son entière solidarité à l'égard de toutes les victimes du conflit armé colombien qui sombrent actuellement dans l'oubli : déplacés, disparus, assassinés, torturés, personnes humaines réduites à l'état d'objets d'une violence multiforme.

La France peut jouer un rôle clé, non seulement dans la libération d'Ingrid Betancourt, mais aussi dans l'élaboration d'une solution pacifique et négociée au conflit colombien.

Nous tenons à vous remercier pour les initiatives que, au nom de la France, vous engagerez dans cette direction et vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'expression de notre entière considération.